

MANIFESTATION DU RCD À PARIS

«Notre combat n'est pas celui d'une région mais de tout un pays»

Le rassemblement auquel a appelé le RCD France a bien eu lieu hier à la place de la République.

De notre bureau de Paris, Khadidja. Baba-Ahmed

Des centaines (entre 400 et 500 manifestants) se sont retrouvés dès 14h30, bravant froid et pluie battante. «Halte à la répression» ; «Stop à la politique du flic et du fric» ou encore «Bouteflika dégage» ou faisant, comme il fallait s'y attendre, la jonction avec la révolution tunisienne, beaucoup de banderoles, en français, arabe ou berbère avertissaient «Hier Benali, aujourd'hui Bouteflika».

Sur fond sonore du chant *Min Djibalina*, les militants qui ont répondu à l'appel criaient leur rejet de «l'injustice, la hogra, le

régime policier». Justice et liberté, appelaient, criaient en chœur un groupe de jeunes arborant, comme la plupart des présents, le drapeau algérien.

Et c'est justement par l'Algérie que l'intervention du responsable du RCD France, Hocine Slifi, a commencé, remettant les pendules à l'heure en précisant que cette manifestation n'est organisée pour aucune région du pays mais pour tous les Algériens, confrontés aux mêmes problèmes, à la même hogra et même déni de justice et au même bâillonnement des expressions.

S'adressant plus directement encore à ce qu'il appelle «les émissaires de

l'ambassade» et qu'il a reconnus dans la foule venant pour tenter de jeter le trouble, il devait, les traitant de harkas, leur tonner : «Ce que l'on dit ici, nous le disons de la même façon là-bas (en Algérie) et ce n'est pas d'aujourd'hui, nous l'avons dit il y a très longtemps et nous avons été que de fois incarcérés pour cela.

Il y a bien eu des tentatives de provocation (très peu nombreuses) mais des consignes de ne pas y répondre ont étouffé dans l'œuf les propos de deux femmes, l'une venant dire «il ne faut pas se donner en spectacle» et l'autre «Bouteflika est le grand bâtisseur de l'Algérie». Les deux envoyées ont dû battre en retraite très vite et on ne les a plus revues.

En lien direct avec Alger, Hocine Slifi intervenait régulièrement pour donner des nouvelles de la manifestation à Alger qui a été interdite et pour laquelle le pouvoir a quadrillé des quartiers entiers et notamment le siège du RCD, confinant les militants à l'intérieur.

Ainsi, lorsqu'il annonça qu'un député a été blessé



Photo : DR.

Place de la République hier.

par les forces de l'ordre «lâchées par le pouvoir contre les militants», la colère, déjà présente, s'est mue en cris de «pouvoir assassin», «la liberté

et la démocratie triomphent bientôt» ou encore «Bouteflika, ton heure est venue».

Au moment où nous quittions la place de la

République, la pluie ne cessait de tomber et la température avec, mais la foule de manifestants ne cessait de grossir.

K. B.-A.

PORTRAIT D'UN JEUNE MARCHEUR

Le petit-fils d'Imache Amar, blessé

Imache Mourad est parmi les nombreux blessés, enregistrés hier, samedi, lors de la marche à laquelle le RCD a appelé. «J'étais dans le service d'ordre mis en place par le parti, au niveau du siège à Didouche-Mourad.

Nous étions devant l'entrée lorsqu'un groupe de CNS tentait de prendre d'assaut le siège. C'est là que nous avons réagi en essayant de nous interposer. Et à ce moment-là, un policier m'asséna un coup de matraque

sur la tête.» C'est d'ailleurs la tête bandée et les vêtements tachés de sang que nous l'avons retrouvé au siège du RCD.

Encore sous le choc, Mourad arrivait difficilement à s'exprimer.

Très discipliné, il tenait à demander d'abord une autorisation à ses responsables hiérarchiques.

Dans ses déclarations, on décèle une grande maturité politique chez ce président de section de Beni-Douala

du RCD, âgé d'à peine 24 ans. «Je tiens à remercier le parti pour l'organisation de cette marche pour un Etat démocratique et pour un changement du système.

C'est aussi en signe de solidarité avec nos frères tunisiens.» Cet étudiant en commerce international et petit-fils du grand militant nationaliste Imache Amar croit dur comme fer que ce combat des démocrates aboutira.

K. A.

SUR FOND DE POURSUITE DES MANIFESTATIONS

Le gouvernement tunisien tente désespérément de convaincre

La Tunisie entamait hier son deuxième jour de deuil national sans que les manifestations de rue cessent. L'intervention du Premier ministre à la télévision vendredi soir n'a visiblement pas totalement convaincu les Tunisiens. Ghannouchi promettait de se retirer du champ politique, l'abrogation des lois antidémocratiques et l'indemnisation des victimes du régime de Ben Ali mais la rue continuait hier de gronder.

La capitale tunisienne a vécu une autre journée de manifestations auxquelles se sont joints des policiers en tenue ou en civil. Ils ont défilé pour dire qu'ils étaient «des Tunisiens comme les autres» et pour réclamer la création d'un syndicat de police.

De nombreux Tunisiens continuaient hier à réclamer la rupture avec le régime Ben Ali, en dépit des nombreuses promesses faites notamment par le Premier ministre.

Dans une allocution télévisée, Mohammed Ghannouchi, en poste depuis 11 ans, a joué la carte de l'émotion en s'adressant aux Tunisiens. Se voulant rassurant, il s'est dépeint comme un commis de l'Etat ayant le souci de mener à bien la transition. Il a rassuré sur le caractère irréversible de la transformation du pays affirmant : «Nous avons opéré un revirement à 180 degrés. Il n'y aura pas de possible retour en arrière.» Preuve de sa «bonne foi», Ghannouchi s'est engagé à quitter la politique après la période de transition qui s'achèvera avec des élections qu'il promet «démocratiques et transparentes».

Dans la foulée, il a annoncé que «toutes les lois antidémocratiques seraient abrogées pendant la transition, comme les lois électorale et antiterroriste ainsi que celles concernant le code de la presse». Le statut de la femme, qui interdit la polygamie, ne

sera pas modifié, ni la gratuité de l'enseignement ou l'accès à la santé, a tenu à rassurer le Premier ministre. Autre promesse de Ghannouchi : les victimes du régime de Ben Ali seront indemnisées alors que des émissaires seront mandatés pour poursuivre l'ex-président déchu, réfugié en Arabie saoudite.

Dans une tentative d'amorcer un retour à la normale, le ministre de l'Enseignement supérieur annonçait hier que les grandes écoles et universités tunisiennes, fermées depuis le 10 janvier, vont rouvrir progressivement à partir de mardi prochain.

Les cours reprendront dans les écoles d'ingénieur et de formation des enseignants, le jeudi 27 janvier dans les universités dont les examens ont été interrompus en raison des manifestations et le vendredi 28 janvier pour tous les autres établissements de l'enseignement supérieur, a indi-

qué le ministre. Les cours se dérouleront de 8h à 16h en raison du couvre-feu, qui est en vigueur en Tunisie de 20h à 5h. Une minute de silence sera observée au début de chaque cours le jour de la rentrée en mémoire des victimes du soulèvement populaire. Sur le plan économique, la Banque centrale de Tunisie annonçait que le pays sera en mesure de payer ses dettes dans les délais.

Le gouverneur affirmait hier que la Tunisie réfléchit cette année à la possibilité de s'adresser aux marchés obligataires internationaux dans l'attente d'un relèvement de sa notation. Cependant, l'échéance de 2014 pour la convertibilité totale de sa monnaie, le dinar, pourrait être retardée. Les agences de presse faisaient état hier d'un progressif retour à la normale dans plusieurs régions du pays.

Nawal Imès